



Séminaire international de recherche

« STATUTS D'AUTONOMIE ET RÉGIONALISATION : SOLIDARITÉ ET PÉRÉQUATION ENTRE RÉGIONS »

Palais des Nations (Salle VIII), Genève, 1^{er} juillet 2013, de 12h30 à 15h00

Présentation

Le **11 avril 2007**, le Royaume du Maroc a présenté au Secrétaire général des Nations unies un document intitulé "Initiative marocaine pour la négociation d'un statut d'autonomie de la Région du Sahara" en vue de mettre un terme à l'impasse des négociations sur le statut du Sahara occidental¹. Afin de promouvoir la discussion sur certains aspects de cette proposition, le Maroc a pris l'initiative, entre autres, de plusieurs séminaires académiques internationaux :

- le **6 octobre 2009** à Genève avec le Centre de Politique de Sécurité de Genève (GCSP), qui en a publié une synthèse dans son *Geneva Paper* No. 12² ;
- les **21-22 février 2011** à Dakhla, au Maroc, sur les dimensions des droits humains et de la démocratie dans l'Initiative marocaine, dont les résultats ont été présentés lors d'une table ronde le 17 mars 2011 en marge de la réunion de Conseil des Droits de l'Homme à Genève et ont été publiés par le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc ;
- le **22 mars 2012** à Genève, consacré à « La gouvernance dans les statuts d'autonomie : institutions et mécanismes. » et le **4 juin 2012** à Genève sur « La gestion des ressources naturelles dans les statuts d'autonomie », dont le Maroc a aussi publié les actes.
- le **21 mars 2013**, également à Genève, et axé sur « Représentativité et légitimité dans les négociations d'autonomie, dont les actes seront publiés prochainement.

Le Maroc organise un nouveau séminaire international de recherche le **1^{er} juillet 2013** consacré à « Statuts d'autonomie et régionalisation : solidarité et péréquation entre régions ». Comme les précédents, ce séminaire vise à promouvoir l'importance de l'Initiative marocaine comme un modèle sans précédent de gestion de l'autonomie dans le contexte de l'Afrique du Nord mais susceptible de servir de référence dans d'autres pays du Sud. Ce séminaire offrira une occasion de comparer les pratiques actuelles dans certains pays visant à assurer une équitable répartition des ressources et revenus entre le gouvernement central et la ou les régions autonomes. Il est important de noter que les négociations internationales sur le statut du Sahara occidental sont menées au sein des Nations unies et que ce séminaire ne vise pas à apparaître comme un substitut de ces négociations.

Les langues de travail du séminaire seront le français et l'anglais (avec interprétation simultanée.) Les actes de ce séminaire seront publiés par le Maroc en français et anglais.

¹ Voir: Nations Unies, Document S/2007/206 du 13 avril 2007 (disponible à : <http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N07/307/49/PDF/N0730749.pdf?OpenElement>)

² "L'autonomie peut-elle satisfaire le droit à l'autodétermination ?", *Geneva Paper* No. 12, 2010 (<http://www.gcsp.ch/Resources-Publications/Publications/GCSP-Publications/Geneva-Papers/Conference-Series/L-autonomie-peut-elle-satisfaire-le-droit-a-l-autodetermination>)

Programme

1^{er} juillet 2013

- 12h30 – 13h00 Buffet traditionnel marocain
- 13h00 – 13h20 Introduction par le Président du Séminaire Dr **Gyula Csurgai**, Directeur académique, School for International Training, Genève : « *Un aperçu des principaux aspects de l'Initiative marocaine sur la Région du Sahara concernant la répartition des ressources sur la base de la solidarité nationale* »
- Présentation des mécanismes de péréquation ou de solidarité nationale dans les différents statuts d'autonomie régionale et comparaison avec l'Initiative marocaine :
- 13h20 – 13h40 France : Professeur **Michel Bouvier**, Professeur à l'Université Paris 1 « *Les péréquations fiscales locales en France : réalités et enjeux dans un contexte de crise* »
- 13h40 – 14h00 Espagne : Dr **José María Durán Cabré**, Professeur de Finances publiques, Université de Barcelone : « *La péréquation fiscale entre régions d'Espagne* »
- 14h00 – 14h20 Europe : Mme **Marie-Madeleine Mialot-Muller**, Représentante de la Chambre des régions, Conseil de l'Europe : « *Régionalisation et solidarité : principes et préconisations du Congrès du Conseil de l'Europe* »
- 14h20 – 14h40 Canada : Professeur **Jean-Louis Roy**, Chercheur invité, Centre de recherche en droit public (CRDP), Université de Montréal : « *Statut d'autonomie et régionalisation; solidarité et péréquation entre régions : La politique et la pratique dans la fédération canadienne* »
- 14h40 – 15h00 Conclusions: Dr **Gyula Csurgai**

Contact : M. Hassane Boukili, Représentant permanent adjoint, Mission permanente du Maroc à Genève
(boukili@mission-maroc.ch)



BIOGRAPHIES DES CONFÉRENCIERS

Michel BOUVIER

Le Professeur Michel Bouvier est Directeur du Master Droit et Gestion des finances publiques de l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, et responsable du module Gestion publique de l'Institut national du Patrimoine. Il enseigne également dans le cadre de la Préparation au concours de l'École nationale d'Administration (ENA) et participe aux jurys de l'ENA. Il est aussi le fondateur et le Directeur de la *Revue française de finances publiques* ainsi que du Groupement européen de Recherches en Finances publiques (GERFIP), et Président-fondateur de l'Association pour la Fondation internationale de Finances publiques (FONDAFIP). Il dirige plusieurs collections, est membre de plusieurs organismes (Observatoire des Finances locales du Comité des Finances locales, Comité d'experts de la Délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation du Sénat, Comité consultatif d'orientation du Conseil de normalisation des Comptes publics, Conseil des Prélèvements obligatoires, Comité de l'Outre-mer de l'Agence française de Développement, Observatoire de la Dépense publique, Conseil d'Administration de la Société française de finances publiques, Conseil éditorial de *Revista internacional de Direito Tributario* –Brésil–, Comité de rédaction de *Revista de Finanças publicas e direito fiscal* –Portugal– et *European Tax Studies*). Il est l'auteur de nombreuses publications dont « L'autonomie financière locale : un concept à l'épreuve du 21^e siècle », in *Revue Française de Finances Publiques* (mai 2011) et « Décentralisation, autonomie financière et pouvoir fiscal des collectivités territoriales », *FEACT* (avril 2009).

Gyula CSURGAI

Né à Budapest, le Dr Gyula Csurgai possède les nationalités suisse et canadienne. Il est titulaire de diplômes en Science politiques de l'Université Concordia du Canada et de l'Université de Toulouse en France. Il a également reçu deux Masters de l'Université de Genève et un diplôme en langue et civilisation françaises. Il a obtenu son Doctorat de l'Université de Genève avec une thèse dans le domaine de la géopolitique. Il a travaillé comme collaborateur scientifique à l'Institut de recherche sur la Paix de Genève (GIPRI), et a enseigné les Relations internationales, la géopolitique et la géo-économie dans le cadre de premiers cycles, de master et de doctorat pour diverses universités. Le Dr Csurgai a aussi organisé sept symposiums internationaux et dirigé la publication de leurs actes. Il a participé à plusieurs projets internationaux de recherche et fourni son expertise à plusieurs organisations internationales. Il est le co-fondateur et le Directeur du *Geneva Institute of Geopolitical Studies* (Institut d'Etudes géopolitiques de Genève) et Directeur académique du Programme d'études internationales et diplomatie de l'Université SIT (*School of International Training*) à Genève. Parmi ses publications figurent : « Geoeconomics and Competitive Intelligence and their Influences on Power Rivalries and State Security », National Defence University of Romania, 2013 ; « Le rôle de l'Asie dans la réorientation stratégique actuelle des Etats-Unis : quelques considérations géopolitiques » *Revue Militaire Suisse*, juillet 2012; «Geopolitical and Geo-Economic Analysis of the S.W.F. Issue: Sovereign Wealth Funds and Power Rivalries », LAP, Allemagne, 2011 ; « Geopolitics, Economic Warfare and Access to Natural Resources », in *Access to Resources and the International Community*, A. Vautravers (dir.), Webster University, Genève, 2011 ; «Identity Conflicts, Nationalism and Geopolitics in Central and South-East Europe », in *Webster Security Forum*, Webster University, Genève, 2010 ; «Geo-Economic Rivalries of States », in Nigel Young (dir.), *The Oxford International Encyclopedia of Peace*, Oxford, 2010; « L'analyse géopolitique : une approche interdisciplinaire pour déchiffrer la complexité des relations internationales », *Revue Militaire Suisse*, juillet 2009 ; « Geopolitics, Geo-economics and Competitive Intelligence in Power Projection Strategies of the State in the 21st Century », Fundação Alexandre de Gusmão, Brasilia, 2008 ; « The Use of Geopolitical Approach in Analyzing Contemporary Conflicts », in *Globalization of Security Trends and Perspectives*, (dir. Alexandre Vautravers), Webster University, Genève, 2008 ; « L'idée républicaine en Europe centrale » in *L'idée républicaine dans le monde* (dir. Emmanuel Dupuy et Paul Baquiast), Harmattan, Paris 2007 ; « Composantes et caractéristiques de la stratégie de désinformation », *Revue Militaire Suisse*, Lausanne, mars-avril 2007 ; « Quelques considérations sur les facteurs géopolitiques de la Suisse », *Revue Militaire Suisse*, Lausanne, 2006 ; « Les zones grises des Balkans », in *Les zones grises dans le monde d'aujourd'hui* (dir. Pierre Pascallon), L'Harmattan, Paris, 2006 ; « La nation et ses territoires en Europe central : une approche géopolitique », Peter



Lang, Bern, 2005 ; « Geopolitical Aspects of the Minority Question in Central and South Eastern Europe », in *Concepts of Minority Governance in Europe on the Threshold of the 21st Century*, LGI Books, Central European University Press, 2002, Budapest.

José María DURÁN-CABRÉ

Le Dr José María Durán-Cabré est Professeur associé au Département de Finances publiques de la Faculté d'Economie et de Commerce de l'Université de Barcelone depuis 2007, Chercheur (depuis 2000) et Président-Directeur général (depuis 2006) de l'Institut d'Economie de Barcelone ; il a été Conseiller externe du Gouvernement d'Andorre en 2009-2010. Il a obtenu de l'Université de Barcelone (UB) son doctorat en Economie en 2002, sa Licence en Droit en 1997, sa Licence en Economie en 1994 et de l'Université de Bath (GB) son Master en Fiscalité en 1998. Il enseigne les Finances publiques et la Fiscalité espagnole à l'Université de Barcelone (depuis 1995) et l'Economie de la Fiscalité à l'Universitat Oberta de Catalunya (UOC) depuis 2008. Sa recherche inclut des projets sur : le fédéralisme fiscal et l'économie régionale ; la distribution fiscale et la décentralisation fiscale ; la réforme fiscale en Andorre ; l'expérience espagnole de l'administration de l'impôt personnel sur les revenus : envoi de données fiscales et formulaires pré-remplis ; le financement des nouvelles compétences des collectivités locales ; l'évaluation des effets de la décentralisation sur l'efficacité de la prestation des services publics et la responsabilité démocratique des gouvernements ; le système de financement des communautés autonomes : proposition d'un système de subventions de péréquations. Parmi ses publications figurent : « Les formulaires de déclaration de revenus pré-remplis en Espagne », in F. Vaillancourt (dir.), *Formulaires de déclaration de revenus pré-remplis : Analyse comparée de l'Australie, de la Belgique, de la Californie, du Québec et de l'Espagne*, Fraser Institute (2010); *Fédéralisme fiscal et décentralisation politique : enseignements de l'Espagne, de l'Allemagne et du Canada* (dir.), Edward Elgar (2008); « Le système de financement des régions espagnoles : bases, faiblesses et possible réformes » in N. Bosch et J.M. Durán (dir.), *Fédéralisme fiscal et décentralisation politique : enseignements de l'Espagne, de l'Allemagne et du Canada*, Edward Elgar (2008).

Marie-Madeleine MIALOT-MULLER

Mme Marie-Madeleine Mialot-Muller est une élue française, actuellement Vice-Présidente du Conseil régional de la Région Centre (Chef-lieu : Orléans), où elle est notamment chargée de l'aménagement du territoire, de l'économie et de l'agriculture. Elle exerce également les fonctions de Représentante de la Chambre des Régions et Première Titulaire de la Commission de la Gouvernance au Conseil de l'Europe, où elle appartient au Groupe socialiste. Elle est également rapporteure pour la décentralisation au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, qui est une assemblée politique paneuropéenne composée de 636 élus – conseillers régionaux et municipaux, maires et présidents de région – représentant plus de 200 000 collectivités de 47 pays européens. Elle a notamment participé à des missions internationales, par exemple pour l'observation des élections locales en Arménie ou la discussion par l'Assemblée nationale constituante tunisienne de la décentralisation.

Jean-Louis ROY

Jean-Louis Roy est chercheur invité au Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal (CRDP) et membre du Conseil d'administration du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM). Un des principaux architectes des institutions de la Francophonie internationale, M. Roy fut de 1990 à 1998 Secrétaire général de l'Agence de la Francophonie, réunissant 49 États et gouvernements. Pendant les années 1980, il fut directeur du quotidien montréalais *Le Devoir*, puis Délégué général du gouvernement du Québec à Paris. De 2002 à 2008, M. Roy fut président de Droits et Démocratie (Centre international des droits de la personne et du développement démocratique). Historien, il est notamment auteur de *L'Europe au XXI^e*, *La Francophonie : Le Projet communautaire* et *Une Nouvelle Afrique à l'aube du XXI^e siècle*.